



Monsieur le Président,

La crise sanitaire que nous traversons maintenant depuis plus de deux ans a démontré l'utilité des CHSCT sous leur forme actuelle.

Pourtant, la loi de transformation de la Fonction Publique supprime les CHSCT, remplacés par une formation spécialisée du Conseil Social d'Administration (CSA).

Dans le secteur privé, les ordonnances travail de 2017 ont fortement dégradé le dialogue social, avec la fusion des instances représentatives du personnel dans le Conseil Social Economique (CSE). Après un mandat, les représentants du personnel sont nombreux à témoigner d'une forte réduction de leurs moyens et d'une dégradation générale du dialogue social.

FO Finances 84 est résolument opposé à la Loi dite de transformation de la Fonction publique.

Nous réclamons le maintien de l'instance CHSCT exclusivement consacrée à ces sujets de santé, sécurité et conditions de travail.

La priorité, dans ce cadre, doit être de résoudre les problématiques liées aux conditions de travail ainsi qu'à la sécurité des personnels. Nous doutons de la capacité de la future formation spécialisée du CSA à répondre aux attentes des personnels.

D'un point de vue syndical, nous basculons dans un nouveau monde créant de nouvelles incertitudes, qui accroîtront les difficultés des représentants des personnels et par ricochet, auront une incidence sur l'ensemble des services de la DGFIP.

Pour FO, le seul et unique remède pour améliorer les conditions de travail se trouve dans **l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations incessantes mises en œuvre dans le cadre du nouveau Réseau de Proximité**. Nous ne pouvons pas accepter cette logique qui consiste à toujours regrouper davantage pour compresser indéfiniment les effectifs. Nous vous le répétons sans cesse depuis de trop nombreuses années ! FO Finances conteste le bien fondé de ces regroupements de services qui usent les personnels et fragilisent l'accès de tous au service public. La charge mentale pèse sur les agents et provoque une grande lassitude. Ils expriment actuellement leurs inquiétudes par rapport à leur avenir au sein de notre administration.